

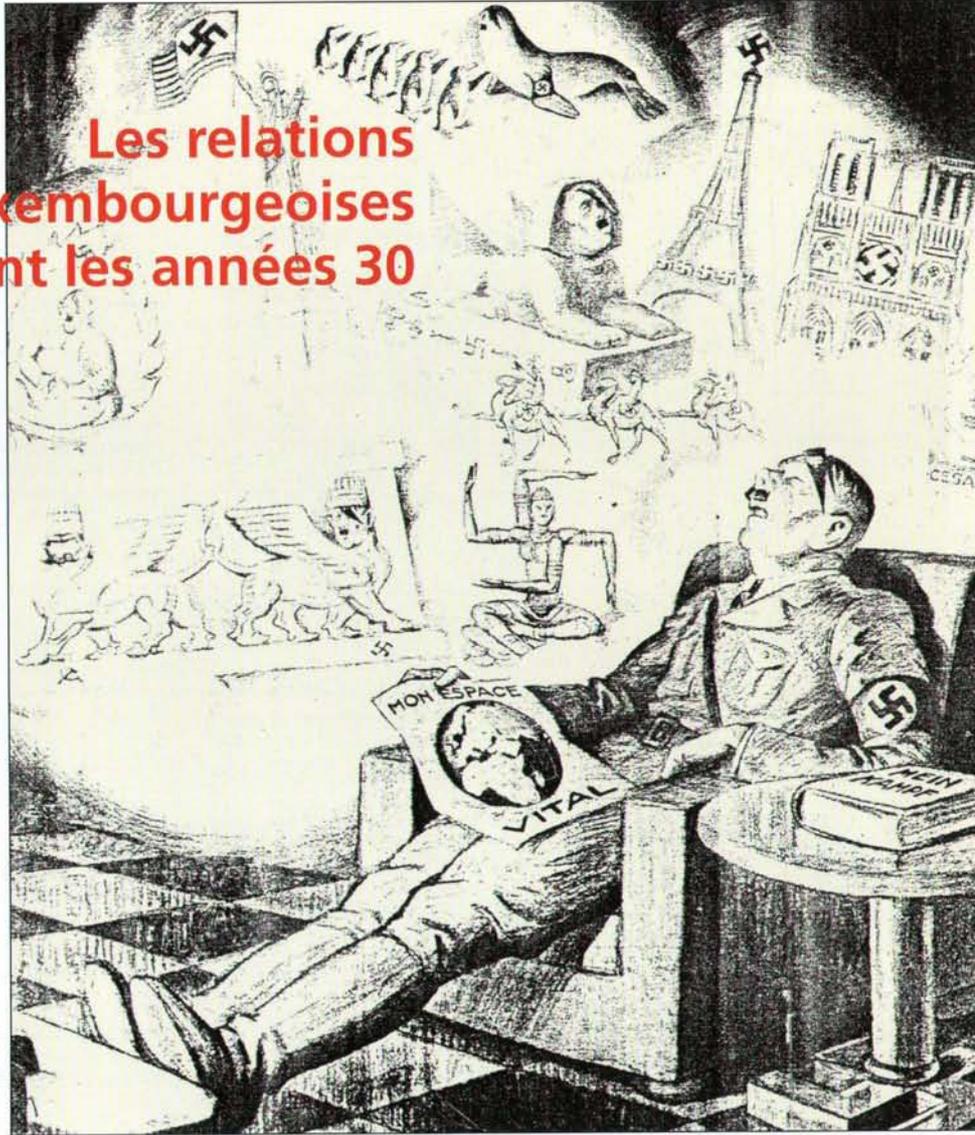
Les relations germano-luxembourgeoises durant les années 30

Le statut de neutralité du Grand-Duché et la situation internationale

La prise de pouvoir d'Hitler en Allemagne marque le début d'une nouvelle aire de tension en Europe. En effet les grands desseins d'Hitler en politique étrangère, à savoir le rassemblement de tous les Allemands et de toutes les minorités germaniques des divers pays d'Europe dans une «grande Allemagne» et la conquête de «l'espace vital» qui devait se réaliser grâce à l'expansion de l'Allemagne vers les riches terres de Pologne et d'Ukraine, devaient inexorablement conduire à une nouvelle conflagration en Europe.

Le Grand-Duché, entouré de ses puissants voisins, ne vit pas sans inquiétude les menaces de guerre pointer à l'horizon. Certes, par le traité de Londres du 19 avril 1839, l'indépendance du Grand-Duché et son intégrité territoriale avaient été reconnues par les grandes puissances. En 1867 les pays signataires d'un nouveau traité à Londres eurent à cœur de souligner une nouvelle fois l'intérêt général que présenterait l'indépendance luxembourgeoise pour la paix en Europe. Trop longtemps la situation géographique et l'importance stratégique de la forteresse de Luxembourg avaient valu à notre pays de redoutables compétitions étrangères et le danger d'une guerre entre la France et l'Allemagne en 1867, à propos du Luxembourg, avait démontré la nécessité de l'indépendance complète du Grand-Duché et de sa neutralisation sous la garantie affirmée des grandes puissances. Mais que pouvait valoir cette neutralité face à l'appétit insatiable et aux menaces à peine voilées des dirigeants nazis qui, malgré les belles paroles d'apaisement à l'égard de notre gouvernement, considéraient que le Luxembourg était historiquement une terre allemande? D'ailleurs Guillaume II n'avait-il pas envahi le Grand-Duché en 1914, malgré son statut de neutralité? Pourquoi alors fallait-il faire confiance à un homme (Hitler) qui tout au long de sa carrière ne fit que violer les traités existants?

Le Grand-Duché, membre de la *Société des Nations*, pensa être à l'abri des convoitises étrangères, puisque l'article 10 du pacte de la SdN réaffirma la reconnaissance formelle de l'intégrité territoriale et de l'indépendance politique des Etats membres. Mais lorsqu'en mars 1936 l'Allemagne nazie dénonça les accords de Locarno, le principe de la sécurité collective fut peu à peu abandonné par tous les Etats. Tandis que les grandes puissances cherchèrent à assurer leur sécurité par une politique d'alliances, les petits Etats essayèrent de se protéger par une politique d'indépendance et de neutralité.

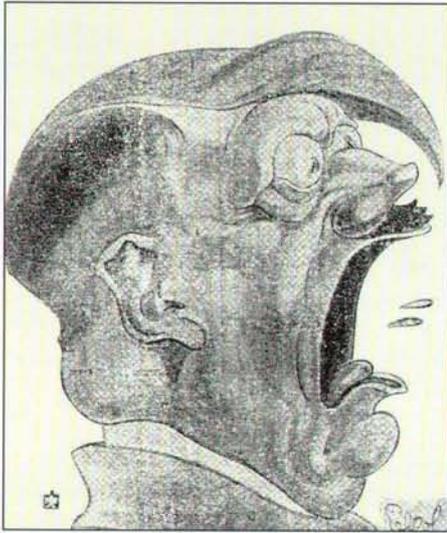


*Pour que son rêve devienne demain son cauchemar, vous souscrivez!
Le bon d'armement, c'est le moyen pour vous de contribuer à la sauvegarde de la civilisation.*

C'est ainsi que le gouvernement luxembourgeois reprit ses propres négociations avec l'Allemagne et la France afin d'obtenir des garanties de non-intervention en cas de conflit armé. Des pourparlers laborieux eurent lieu, en 1938 et 1939, tant à Berlin qu'à Paris. Toutefois ils n'aboutirent pas à la signature d'accords à cause de la crise tchécoslovaque (octobre 1938) et polonaise (septembre 1939). Ces pourparlers eurent néanmoins le mérite de faire préciser par l'Allemagne et la France la politique de respect et de garantie que ces deux puissances entendaient pratiquer à l'égard de l'indépendance du Grand-Duché. Malgré les assurances données par nos deux voisins, les appréhensions du gouvernement luxembourgeois étaient loin d'avoir complètement disparu. En effet, il était difficilement imaginable qu'en cas de conflit armé entre la France et l'Allemagne, le Grand-Duché resterait à l'écart de la guerre. Notre pays ne formait-il pas un magnifique couloir d'invasion vers la France? D'autre part il était desservi par un admirable réseau routier et ferroviaire et était gros producteur d'acier ce qui, en cas de conflit, n'était pas à négliger.

Tout au long de la période évoquée, les relations bilatérales entre l'Allemagne et le Grand-Duché restèrent très tendues. Il était bien entendu que, pour sa propre défense, notre pays n'avait que son statut de neutralité que le gouvernement tenta de respecter scrupuleusement.

Luxemburg, 18. Mai. Genug dieser Nazi-propaganda. Auch in unserem Mädchenlyzeum sind seit geraumer Zeit Versuche nazistischer Agitation festzustellen. Eine Schülerin der Klasse II., Führerin der „Deutschen Mädels“ im Großherzogtum, hat ständig etwas an den Luxemburgern auszusetzen, führt eine scharfe Judenhetze und belästigt ihre Mitschülerinnen durch ihre Hitler-Propaganda, sowie durch Singen von H.J.-Liedern. Da diese B.d.M.-Jungfrau deutscher Nationalität ist, dürfte es doppelt angebracht sein, daß ihr das Handwerk gelegt und sie seitens der Direktion auf die Pflichten aufmerksam gemacht werde die der Genuß fremder Gastfreundschaft nach sich zieht.



«Hitler spricht...»

Les ingérences des autorités allemandes dans les affaires internes du Grand-Duché

A de nombreuses reprises les autorités allemandes, prétextant la neutralité du Grand-Duché, intervenaient auprès du gouvernement luxembourgeois afin que cessent les prises de position hostiles à l'Allemagne. La presse luxembourgeoise était leur cible principale et le gouvernement luxembourgeois, conscient de la situation précaire du pays, adopta la plupart du temps une attitude conciliante, tout en s'efforçant de ne pas perdre tout à fait la face.

Lorsqu'en janvier 1938 le *Tageblatt* publia une série d'articles sous le titre «Die Meister der Lüge von Cagliostro bis Goebbels», l'ambassadeur d'Allemagne, M. Von Radowitz protesta auprès de M. Joseph Bech, Ministre des Affaires Etrangères. Peu de temps après ce dernier présenta ses sincères regrets à l'ambassadeur d'Allemagne et lui apprit qu'il était intervenu auprès de la rédaction du *Tageblatt* afin de faire cesser, dans l'intérêt des bonnes relations germano-luxembourgeoises, les publications hostiles à l'Allemagne. La même situation se reproduisit peu après, lorsque le *Luxemburger Wort* publia sous le titre «Ein Opfer der Vergewaltigung» un article contre l'annexion de l'Autriche. Lorsqu'en septembre 1938 le *Tageblatt* publia une caricature d'Hitler provenant du célèbre caricaturiste parisien Cabrol, l'émoi outre-Rhin fut à son comble. L'ambassadeur d'Allemagne y vit une offense personnelle au «Führer» et protesta énergiquement auprès des autorités luxembourgeoises, leur demandant même d'engager des poursuites judiciaires contre le *Tageblatt*. La presse internationale, qui s'empara de l'affaire, y vit une ingérence intolérable dans la liberté de presse et d'opinion et craignit qu'une condamnation du *Tageblatt* ne pût éventuellement avoir des répercussions sur la liberté de presse dans d'autres pays. L'ambassade d'Allemagne retira finalement sa plainte, après que le directeur du *Tageblatt* eut déclaré n'avoir pas eu l'intention d'offenser l'Allemagne.

Les autorités allemandes d'ailleurs ne se contentèrent pas de protester contre la publication d'articles parus dans la presse luxembourgeoise, mais intervenaient également à plusieurs reprises contre la parution de périodiques étrangers, notamment contre les hebdomadaires français *France Magazine* et *Marianne* qu'elles voulaient voir interdits de vente au Luxembourg. Ces requêtes furent néanmoins repoussées par le gouvernement luxembourgeois qui mit en avant la liberté de presse garantie au Luxembourg.

En février 1940 l'ambassade d'Allemagne protesta contre la vente au Grand-Duché du livre de Rauschnig «Hitler m'a dit», truffé selon elle d'injures à l'égard du «Führer»: Peu de temps après le livre fut retiré de la circulation.

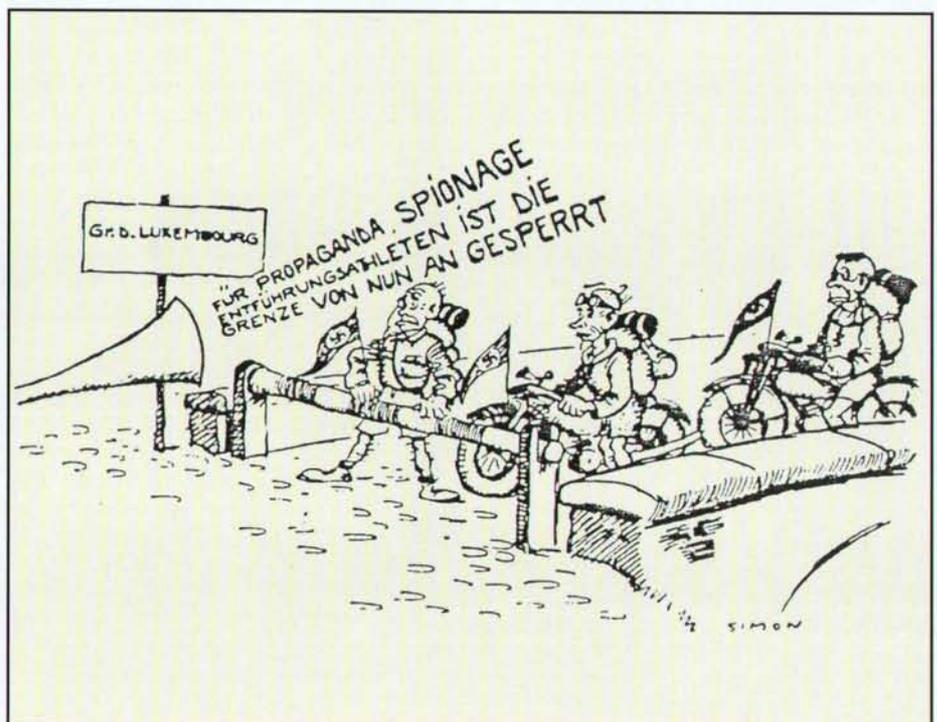
Les foudres allemandes se dressèrent également contre la présentation de films étrangers, hostiles à l'Allemagne. En décembre 1939 M. von Radowitz demanda l'arrêt immédiat de la projection du film français «La tragédie de Marchiennes» présenté à Esch-sur-Alzette. Le gouvernement luxembourgeois céda partiellement aux désirs allemands, en interdisant la projection du film dans les autres localités du pays.

Ces quelques épisodes montrent à quel point les autorités luxembourgeoises, conscientes de la fragilité du statut de neutralité de notre pays, ont dû tenir compte des revendications allemandes. En effet il fallait à tout prix éviter de compromettre non seulement les bonnes relations officielles entre les deux pays, mais également le bon déroulement des négociations internationales concernant notre statut international et nos relations commerciales extérieures.

Les incidents de frontière

Les relations de voisinage entre frontaliers luxembourgeois et allemands commencèrent à se détériorer au lendemain de la prise de pouvoir d'Hitler. Un premier incident grave eut lieu à Schengen lorsque dans la nuit du 16 au 17 mai 1933 une drague, confisquée par les autorités luxembourgeoises, fut enlevée par un commando allemand. Le gouvernement luxembourgeois, convaincu que cet acte constituait une violation flagrante de l'intégrité territoriale du Grand-Duché, protesta énergiquement auprès des autorités allemandes. A plusieurs reprises les habitants des deux côtés de la frontière échangèrent des propos injurieux. Le gouvernement luxembourgeois, dans un souci d'apaisement, invita les communes limitrophes de l'Allemagne à s'abstenir de toute manifestation désobligeante à l'égard des populations et des autorités allemandes.

Au fur et à mesure que la situation internationale se dégradait, les incidents de frontière se multiplièrent. Vers la fin de l'année 1939 plusieurs localités situées le long de la Moselle, notamment Wormeldange, Schengen et Remich durent essuyer des coups de feu répétés tirés par l'armée allemande. Faut-il d'autre part rappeler que les travaux de fortification, entamés par l'armée allemande le long de la frontière germano-luxembourgeoise, firent non seulement craindre le pire à la population luxembourgeoise, mais causèrent également bien des désagréments aux frontaliers, suite aux travaux de dynamitage effectués par les soldats allemands ?



Les activités nazies sur le territoire luxembourgeois

Après la première guerre mondiale, pendant laquelle le Grand-Duché avait été occupé durant de longues années par les troupes allemandes, une germanophobie très poussée s'était manifestée parmi la population luxembourgeoise et beaucoup d'Allemands avaient dû quitter notre pays. Toutefois l'essor économique des années 20 avait entraîné un retour en force de la main-d'œuvre allemande qui, en 1930, comptait environ 23.500 âmes.

Dès 1926 le «Bund der Auslandsdeutschen» (BdA) avait créé une agence à Luxembourg dans le but de regrouper toutes les associations culturelles et sportives allemandes. Celle-ci fut remplacée dès novembre 1933 par la «Deutsche Kolonie», contrôlée en grande partie par des membres du parti nazi (NSDAP) et aidée par diverses autres organisations pro-nazies. La NSDAP, bien que ne comptant que 500 membres en 1938, avait des cellules bien organisées tant à Luxembourg qu'à Esch-sur-Alzette, Differdange, Grevenmacher, Mersch, Diekirch et Ettelbrück. En avril 1934 fut fondée d'autre part la GEDELIT («Luxemburger Gesellschaft für deutsche Literatur und Kunst») destinée à promouvoir la culture allemande auprès de la population luxembourgeoise. S'il est vrai que les soirées littéraires servaient avant tout à mieux faire connaître la culture allemande au public luxembourgeois, certains membres de la GEDELIT ne manquèrent pas de tirer profit de ces manifestations pour vanter les mérites du régime nazi.

Dès l'arrivée au pouvoir d'Hitler les partis de gauche, soutenus par leurs organes de presse, mirent en garde le gouvernement luxembourgeois contre les activités nazies sur le sol luxembourgeois et le *Tageblatt* s'indigna à plusieurs reprises contre le refus des autorités luxembourgeoises d'interrompre les réunions nazies. Les nazis tentèrent également de noyauter les écoles et de recruter des Luxembourgeois, notamment des intellectuels et des étudiants.

La population luxembourgeoise vit avec anxiété ces agissements se multiplier au Grand-Duché. Après le rattachement de l'Autriche à l'Allemagne (mars 1938) le sentiment d'insécurité s'amplifia encore au sein de la population civile, convaincue que l'Allemagne ne tarderait pas à annexer le Grand-Duché. Les nazis entretenaient d'ailleurs une propagande savamment orchestrée en faveur de la politique hitlérienne, en distribuant clandestinement, non seulement des journaux nazis, mais également des discours du «Führer». A plusieurs reprises les autorités luxembourgeoises protestaient contre la publication d'articles mettant en cause l'indépendance du pays, tandis que la presse de gauche demanda le renvoi des agitateurs nazis.

La campagne antisémite, menée par les nazis et appuyée par certains groupuscules politiques et journaux luxembourgeois, suite à l'immigration des réfugiés juifs au Luxembourg au cours des années 30, inquiétait le gouvernement luxembourgeois ainsi que la communauté israélite. «Wie festgestellt wurde, hat sich, im Hinblick auf die Ausgabe des Wochenblattes 'National-Echo' eine Empörung unter der jüdischen Bevölkerung der Stadt Luxemburg bemerk-

bar gemacht. Sie protestieren überall an den Zeitungsverkaufsständen gegen den Verkauf dieser Zeitung, welche das Organ der in Bildung begriffenen 'Luxemburger National-Partei' ist.»

Pour terminer mentionnons encore les activités du service de renseignements allemand qui, aidé par quelques Luxembourgeois gagnés à la cause nazie, fournit à l'état-major allemand des renseignements sur les mouvements des troupes françaises. Ses agents prirent d'ailleurs une part active lors des préparatifs de l'invasion de notre pays et provoquèrent le premier incident sanglant à Felsmühle (près de Manternach), où deux gendarmes luxembourgeois furent blessés.

Durant toute la période évoquée, la population luxembourgeoise assista impuissante aux menées nazies. Pour elle, la seule façon d'exprimer sa réprobation face à la politique hitlérienne et aux menaces de guerre était de marquer clairement son attachement à la patrie lors des fêtes du Centenaire de 1939 qui, en période d'accalmie, n'auraient certainement pas connu autant de faste.

Serge Hoffmann

Source bibliographique:

Serge Hoffmann: Les relations germano-luxembourgeoises à la veille de la seconde guerre mondiale et leur incidence sur les festivités du Centenaire de 1939. In: Galerie 7 (1989) no 1, pp. 77-88.



Mai 1940,
rue Notre-Dame:
Evacués!